Aides au logement : Macron prend aux pauvres pour donner aux riches !



► Emmanuel Macron et son Gouvernement viennent de prendre la décision de réduire de 5€ toutes les aides au logement à compter du 1er octobre. 6,5 millions de foyers sont touchés, dont une majorité qui vit sous le seuil de pauvreté.

► Le Parti communiste français s'oppose avec fermeté à cette baisse des aides personnelles au logement et propose une politique de logement pour tous ambitieuse et solidaire.



Pour les ménages les plus fragiles, les aides au logement représentent jusqu’à un cinquième de leur niveau de vie ! 5€ par mois, 60€ par an, c’est une perte de pouvoir d’achat importante pour les étudiants, les salariés précaires, les privés d’emploi, les retraités, les familles monoparentales.

Baisser les aides, c’est diminuer le niveau de vie de milliers de familles. C’est augmenter les risques d’impayés de loyer et les expulsions locatives. C’est empêcher certains de se soigner ou de partir en vacances.

Tout cela au nom de prétendues « économies budgétaires »... C’est une manipulation grossière : Macron et son gouvernement ont décidé d’offrir 3 milliards d’euros aux plus fortunés à travers la réforme de l’ISF. **Si on trouve des milliards à donner aux riches, pourquoi réduit-on les ressources des plus modestes ?**

**De l’argent, il y en a**

En 2016, les 500 plus gros milliardaires Français ont vu leur fortune augmenter jusqu’à atteindre aujourd’hui près de 600 milliards d’euros, un record. L’évasion fiscale des grandes entreprises et des grandes fortunes représente un coût gigantesque pour l’État. Mais Emmanuel Macron et Edouard Philippe ne font rien pour récupérer ces sommes qui fuient vers les paradis fiscaux.

**En finir avec le mal-logement**

Pour aider les Français à se loger, ce ne sont pas les APL qu’il faut réduire mais les loyers exorbitants. Il faut généraliser et renforcer l’encadrement des loyers et construire massivement des logements sociaux dans les zones où il y en a le plus besoin. Cela nécessite de mobiliser des financements, de renforcer les obligations des maires et les sanctions pour les communes récalcitrantes. Tous les territoires doivent prendre part à l’effort pour en finir avec le mal-logement !

